ARRÊTÉ DE MISE A LA RETRAITE

AVEC LIQUIDATION DE LA PENSION DU REGIME GENERAL

(Concerne les fonctionnaires à temps non complet de moins de 28 heures hebdomadaires et les contractuels de droit public)

DE M ............................................

.........................................

GRADE .................................................................................

Le Maire (ou le Président) de ………,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites,

Vu la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

*(Pour un fonctionnaire à temps non complet)* Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

OU

*(Pour un contractuel de droit public)* Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que M ………, né(e) le ……, a demandé son admission à la retraite à compter du ……,

OU

Considérant que M ………, né(e) le ……, a atteint l’âge limite maximum au-delà duquel il (elle) ne peut être maintenu(e*)* en fonctions,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : M ………, né(e) le …… est admis*(e)* sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite auprès du régime général et de l’IRCANTEC, à compter du …………………., date à laquelle il (ou elle) sera radié(e) des effectifs de la collectivité.

ARTICLE 2 : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

 - Notifié à l'intéressé(e).

 Ampliation adressée au :

 - Président du Centre de Gestion,

 - Comptable de la collectivité.

 Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :